

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-  
Atlantiques  
Cité Administrative  
Rue Pierre Bonnard  
CS 87564  
64000 Pau

Pau, le 08/12/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**CEREXAGRI S.A.S**

Usine de Mourenx  
Zone Industrielle – Plate-forme SOBEGI  
64150 Mourenx

Références : DREAL/2025D/10367  
Code AIOT : 0005204836

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/11/2025 dans l'établissement CEREXAGRI S.A.S implanté Usine de Mourenx Zone Industrielle – Plate-forme SOBEGI 64150 Mourenx. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CEREXAGRI S.A.S
- Usine de Mourenx Zone Industrielle – Plate-forme SOBEGI 64150 Mourenx
- Code AIOT : 0005204836
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut

- IED : Oui

La société CEREXAGRI fabrique des produits phytosanitaires à base de cuivre de type « bouillie bordelaise ». Une partie des produits finis à base de bouillie intègre également d'autres matières actives qui viennent la compléter : il s'agit d'une gamme de produits phytosanitaires organo-cupriques, colorés ou non colorés.

#### Thèmes de l'inspection :

- AN25 PMII
- Vieillessement (AM du 04/10/2010)

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	1) Champ d'application démarche PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 1	Sans objet
2	2) Recensement des réservoirs soumis au PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-1	Sans objet
3	3) Dossier des réservoirs	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-2	Sans objet
4	4) Plan d'inspection des réservoirs	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-3	Sans objet
5	5) Recensement des tuyauteries et capacités soumises au PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5	Sans objet
6	6) Modalités de suivi des tuyauteries et capacités soumis au PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5	Sans objet
7	7) Recensement des ouvrages soumis au PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6	Sans objet
8	6) Modalités de suivi des ouvrages soumis au PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 13 novembre 2025 chez Cerexagri était ciblée sur la prévention des risques liés au vieillissement des équipements, notamment l'application du Plan de Modernisation des Installations Industrielles (PMII) découlant de l'arrêté ministériel du 04/10/2010. Les thèmes abordés concernaient spécifiquement le champ d'application et le suivi des réservoirs (dont le TA1131), des

tuyauteries, des capacités et des ouvrages de rétention. Aucune non conformité n'a été relevée lors de cette inspection.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : 1) Champ d'application démarche PMII

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Champ d'application
<b>Prescription contrôlée :</b>  Sauf mention contraire dans les articles concernés, le présent arrêté est applicable à l'ensemble des installations classées soumises à autorisation.
<b>Constats :</b>  Le site est autorisé au titre des rubriques 4510, 4511 et 3440, rendant l'arrêté ministériel du 04/10/2010 applicable. En application de la Section I relative à la prévention des risques liés au vieillissement de cet arrêté ministériel, un suivi a été mis en place pour les équipements suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>• Le réservoir aérien cylindrique vertical TA1131 et son massif</li><li>• Six cuvettes de rétention.</li></ul> Un examen détaillé de ce suivi est fait aux point de contrôles suivants de la présente inspection. L'inspection attire l'attention de l'exploitant sur les résultats de la mise à jour de l'EDD suite à son réexamen quinquennal, qui a conduit à reclasser le phénomène dangereux «PhD1 - Incendie du magasin d'emballages (magasin 1)» à un niveau de gravité important. Cette modification soumet la MMR instrumentée associée («B2 - Détection incendie et extinction automatique par noyage à la mousse») aux dispositions de l'article 7 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010 modifié. Ce point n'a pas été contrôlé lors de la présente inspection mais pourra l'être lors d'une inspection ultérieure.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : 2) Recensement des réservoirs soumis au PMII

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Réservoirs - recensement 04/10
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les dispositions du présent article sont applicables aux réservoirs aériens cylindriques verticaux d'une quantité stockée : <ul style="list-style-type: none"><li>• supérieure à 10 m<sup>3</sup> pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50 ou R. 50/53 ou les mentions de danger H400 ou H410 ; ou</li><li>• supérieure à 100 m<sup>3</sup> pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 51 ou R. 51/53 ou les mentions de danger H411 ; ou</li><li>• supérieure à 100 m<sup>3</sup> pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R.</li></ul>

68 ou les mentions de dangers H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd ou H360Df.

Sont exclus du champ d'application de cet article :

- les réservoirs faisant l'objet d'inspections hors exploitation détaillées en application du point 29-4 de l'article 29 de l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé, et
- les réservoirs pour lesquels une défaillance liée au vieillissement n'est pas susceptible de générer un risque environnemental important lorsque l'estimation de l'importance de ce risque environnemental est réalisée selon une méthodologie issue d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement.

**Constats :**

Le recensement des réservoirs concernés par l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 a été réalisé avec l'appui de la SOBEGI, notamment en 2013, puis actualisé lors de la création de la seconde unité en 2018.

Les documents transmis lors de l'inspection - liste des équipements suivis, inventaire des réservoirs avec leurs contenus et mentions de danger, ainsi que le plan des installations - ont permis de vérifier l'exhaustivité du recensement.

Aucune demande d'exclusion n'a été formulée par l'exploitant.

L'inspection a confirmé qu'un seul réservoir relève du champ d'application du PMII : le réservoir TA1131, contenant des eaux de lavage (mention de danger H410), vu lors de la visite terrain. Quatre autres réservoirs situés à l'extérieur des unités ne sont pas soumis au dispositif, ce qui a été vérifié à partir des mentions de danger des produits stockés. Deux réservoirs supplémentaires présentent une capacité inférieure au seuil de 10 m<sup>3</sup> et ne sont donc également pas concernés.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : 3) Dossier des réservoirs**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-2

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Réservoirs – dossier 04/10

**Prescription contrôlée :**

4-2. L'exploitant réalise un état initial du réservoir à partir du dossier d'origine ou reconstitué du réservoir, de ses caractéristiques de construction (matériau, code ou norme de construction, revêtement éventuel) et de l'historique des interventions réalisées sur le réservoir (contrôle initial, inspections, contrôles non destructifs, maintenances et réparations éventuelles), lorsque ces informations existent. A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection du réservoir. (...)

**Constats :**

L'exploitant a présenté le dossier d'état initial du réservoir TA1131, comprenant notamment les plans, les caractéristiques techniques de l'équipement (volume de 50 m<sup>3</sup>, construction en inox, absence de revêtement) ainsi que l'historique des interventions réalisées depuis la mise en œuvre du PMII, la première inspection ayant eu lieu le 8 juillet 2013.

<p>L'exploitant dispose par ailleurs d'un programme de surveillance formalisé pour ce réservoir, conforme à la définition réglementaire. Celui-ci prévoit des visites de routine annuelles (dernière le 08/08/2025, prochaine prévue le 08/08/2026) ainsi qu'une visite externe détaillée quinquennale (dernière le 05/05/2022, prochaine fixée au 05/05/2027). Le réservoir n'est pas soumis à l'obligation de visite hors exploitation.</p> <p>Les éléments transmis démontrent que l'état initial est établi et que le programme de surveillance est en place et correctement appliqué.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 4 : 4) Plan d'inspection des réservoirs

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Réservoirs – programme inspection 04/11</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Lorsque l'état initial, le programme d'inspection et le plan d'inspection n'ont pas été établis selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8, l'exploitant procède :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• à une visite de routine annuelle dont le but est de constater le bon état général du bac et de son environnement ainsi que les signes extérieurs liés aux modes de dégradation possible ;</li> <li>• à une inspection externe détaillée permettant de s'assurer de l'absence d'anomalie remettant en cause la date prévue pour la prochaine inspection. (...) Cette inspection est réalisée au moins tous les cinq ans, sauf si une visite de routine réalisée entre-temps a permis d'identifier une anomalie.</li> <li>• pour les réservoirs de plus de 100 m<sup>3</sup>, à une inspection hors exploitation détaillée du réservoir tous les dix ans(...).</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant dispose d'un plan d'inspection établi conformément au guide technique DT 94. Comme vérifié lors du contrôle précédent relatif au programme d'inspection, ce plan prévoit des visites de routine annuelles (dernière réalisée le 08/08/2025, prochaine prévue le 08/08/2026) ainsi qu'une inspection externe détaillée quinquennale (dernière le 05/05/2022, prochaine fixée au 05/05/2027). Le réservoir n'est pas soumis à une inspection hors exploitation.</p> <p>L'inspection relève que, lors des inspections externes en exploitation, des vérifications relatives aux déformations géométriques du réservoir ont bien été effectuées, conformément aux exigences techniques du DT 94.</p> <p>Lors de la présente inspection, la mise en œuvre détaillée du plan d'inspection au regard des exigences complètes du DT 94 n'a toutefois pas été examinée. Cet élément pourra faire l'objet d'un contrôle ultérieur.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 5 : 5) Recensement des tuyauteries et capacités soumises au PMII

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5</p>
---

**Prescription contrôlée :**

Les dispositions du présent article sont applicables :

1. Aux capacités et aux tuyauteries pour lesquels une défaillance liée au vieillissement est susceptible d'être à l'origine, par perte de confinement, d'un accident d'une gravité importante au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, et
2. Aux capacités d'un volume supérieur à 10 m<sup>3</sup> contenant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50, R. 50/53 ou les mentions de danger H400, H410 ; ou
3. Aux capacités d'un volume supérieur à 100 m<sup>3</sup> contenant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 51, R. 51/53, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de dangers H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd, H360Df, ou H411 ; ou
4. Aux tuyauteries d'un diamètre nominal supérieur ou égal à DN 80 au sens des normes EN 805 et ISO 6708 : 1995 véhiculant des substances, des préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50 ou R. 50/53 ou les mentions de danger H400 ou H410 ; ou
5. Aux tuyauteries d'un diamètre nominal supérieur ou égal à DN 100 au sens des normes EN 805 et ISO 6708 : 1995 véhiculant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 51, R. 51/53, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de danger H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd, H360Df, ou H411,

sauf si, dans le cas des équipements visés aux points 2 à 5, une perte de confinement liée au vieillissement n'est pas susceptible de générer un risque environnemental important. L'estimation de l'importance de ce risque environnemental est réalisée selon une méthodologie issue d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement.

Sont exclus du champ d'application de cet article :

- les canalisations visées par le chapitre V du titre V du livre V du code de l'environnement ; et
- les réservoirs de stockage visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé et par les articles 3 et 4 du présent arrêté ; et
- les tuyauteries et capacités visées par l'arrêté du 15 mars 2000 susvisé (...)

**Constats :**

Le recensement des équipements relevant potentiellement du champ d'application de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010 a été actualisé en 2015 après un recensement mené en 2013 puis a été consolidé en 2018 lors de la mise en service de la seconde unité. Sur cette base, trois tuyauteries et dix capacités ont été identifiées comme entrant dans le périmètre théorique du texte. Aucune de ces installations n'est concernée par le point 1 relatif aux risques d'accident majeur.

L'exploitant a exclu ces équipements en 2015 sur la base de la méthodologie DT90, l'évaluation ayant conclu à l'absence de risque environnemental important en cas de perte de confinement liée au vieillissement. Les tuyauteries sont situées en rétentions bétonnées étanches classées zone 0a, ce qui a été confirmé lors de la visite terrain. Les capacités sont implantées en zone 1b (« zone étanche surveillée mais non collectée »), avec revêtement bétonné, dispositifs de conduite et

suivi adaptés, et rondes régulières, garantissant la détection rapide d'un éventuel écoulement. L'inspection considère que la justification des exclusions présentée est complète et conforme.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : 6) Modalités de suivi des tuyauteries et capacités soumis au PMII**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Tuyauteries – état initial inspections 04/10

**Prescription contrôlée :**

(...) À l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de la tuyauterie ou de la capacité.

L'état initial, le programme d'inspection et le plan d'inspection sont établis soit selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8, soit selon une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration. (...)

**Constats :**

L'exploitant a procédé à l'analyse requise pour déterminer les équipements susceptibles d'entrer dans le champ d'application de l'article 5 de l'arrêté du 04/10/2010. Cette analyse, conduite selon la méthodologie du DT90, a conclu à l'exclusion de l'ensemble des tuyauteries et capacités identifiées, l'évaluation ayant démontré l'absence de risque environnemental important en cas de perte de confinement liée au vieillissement.

Dès lors, aucun programme d'inspection spécifique au titre de cet article n'a à être élaboré ni mis en œuvre.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 7 : 7) Recensement des ouvrages soumis au PMII**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Massif cuvette caniveau – recensement 04/10

**Prescription contrôlée :**

Les dispositions du présent article sont applicables aux ouvrages suivants :

- les massifs des réservoirs visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les massifs des réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m<sup>3</sup> ; et
- les cuvettes de rétention mises en place pour prévenir les accidents et les pollutions accidentelles susceptibles d'être générés par les équipements visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m<sup>3</sup> ; et
- les structures supportant les tuyauteries inter-unités visées à l'article 5 du présent arrêté ; et
- les caniveaux en béton et les fosses humides d'unités de fabrication véhiculant lors du



fonctionnement normal de l'installation des produits agressifs pour l'ouvrage et pour lesquels la dégradation de l'ouvrage serait susceptible de générer un accident de gravité importante. (...)

**Constats :**

L'exploitant a réalisé le recensement des ouvrages entrant dans le champ d'application de l'article 6 de l'arrêté du 04/10/2010, avec l'appui technique du service d'inspection de la SOBEGI. Six cuvettes de rétention ont été identifiées comme relevant du dispositif, incluant celle du réservoir TA1131 ainsi que l'ensemble des rétentions associées aux capacités et tuyauteries dont l'existence a permis l'exclusion de ces dernières du champ d'application de l'article 5.

L'inspection constate que ce recensement est cohérent et suffisamment argumenté.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 8 : 6) Modalités de suivi des ouvrages soumis au PMII**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Massif cuvette caniveau – état initial inspections 04/10

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant réalise un état initial de l'ouvrage à partir du dossier d'origine de l'ouvrage, de ses caractéristiques de construction, de l'historique des interventions réalisées sur l'ouvrage (contrôle initial, inspections, maintenance et réparations éventuelles) lorsque ces informations existent.

À l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de l'ouvrage.

**Constats :**

L'exploitant applique le guide DT 92 pour le suivi des cuvettes de rétention et du massif du réservoir TA 1131 conformément aux exigences de l'article 6 de l'arrêté du 04/10/2010. Six cuvettes ont été recensées comme ouvrages de catégorie I.

Le guide prévoit une périodicité de visite de cinq ans pour ces ouvrages, tandis que l'exploitant a retenu une fréquence plus stricte de deux ans. La dernière visite de routine a été réalisée le 13/02/2024.

À l'issue de ces inspections, les ouvrages ont été classés en classes 2 ou 3, ce qui suppose la réalisation d'opérations correctives dans des délais contraints prévus par le DT 92 : respectivement cinq ans pour la classe 2 et trois ans pour la classe 3. Ces dispositions sont appliquées et lors de la visite de routine réalisée le 13/02/2024, aucun désordre n'a été constaté justifiant des délais spécifiques plus courts.

Compte tenu des délais d'intervention prévus, au-delà de la date de la présente inspection, ces points n'ont pas été contrôlés lors de la visite terrain.

**Type de suites proposées :** Sans suite